



FENOP INFO

Le magazine du monde rural burkinabé

Fédération Nationale des Organisations Paysannes
09 BP 977 Ouagadougou 09 Burkina Faso - Tél : (226) 25 38 26 29
Email : fenop@fasonet.bf - Site : www.fenop.org

N° 026 de Juillet - Aout - Septembre 2016

EDITO : LES INQUIÉTUDES DES PAYSANS

Tout semble être meilleur pour la campagne 2016-2017 car une bonne pluviométrie est au rendez-vous. A travers tout le pays la satisfaction se lit sur les visages des paysans. En revanche, à côté de cet espoir de faire de bonnes récoltes, d'autres champs présentent des aspects inquiétants au regard de l'évolution des plantes. Que se passe-t-il ? Nous nous rendons compte que la pluie seule ne garantit pas une bonne récolte : il faut avoir aussi des sols qui sont assez fertiles. La surexploitation des terres par les paysans est aussi une situation qui ne favorise pas l'agriculture : à cela, il faut ajouter l'érosion. Cette situation reste donc un phénomène qui ralentit la production agricole. Les paysans devraient donc mettre en pratique les conseils des techniciens de l'agriculture pour l'amélioration de leurs rendements, bien qu'ils demandent des efforts supplémentaires.

Les techniques et méthodes culturales existent au Burkina Faso, mais la pratique de ces différentes méthodes pose un problème et cela est dû au caractère même de notre agriculture. L'agriculture du Burkina Faso est une agriculture de subsistance, céréalière, pluviale et chroniquement déficitaire pour ne citer que cela. La non maîtrise de l'eau, la difficile adaptation des paysans aux nouvelles méthodes et aux innovations agricoles et l'érosion constituent un réel obstacle à l'agriculture dans la zone soudano-sahélienne. Malgré les politiques agricoles mises en place par le ministère en charge de l'agriculture, le constat est que, même en période de bonne pluviométrie, certains paysans ne tirent pas profit. Que se passe-t-il ?

Les innovations telles que des rotations de cultures, des pratiques agro écologiques qui permettent de régénérer les sols pourraient être, entre autres, un début de solutions pour les paysans.

Source : Le Pays no 6190, 26 septembre 2016, B. Jonas SALOU



SOMMAIRE

Edito : Les inquiétudes des paysans..... 1

Réseau MARP : du savoir local pour un développement résilient.....2

Marche Mondiale des Femmes : Action Burkina Faso..... 4

Campagne agricole : sous le signe de l'eau..... 6

Fiche technique.....8

EQUITE : un commerce équitable au service des producteurs.....9-10

RESEAU MARP : PARTIR DU SAVOIR LOCAL POUR UN DEVELOPPEMENT RESILIENT

Nombre de projets et de technologies sont voués à l'échec du fait des défauts d'approches qui ne tiennent pas compte des savoirs locaux et de l'implication des bénéficiaires à toutes les étapes de mise en œuvre. Mathieu Ouédraogo, président du réseau MARP nous parle de sa structure qui fait de l'approche participative son cheval de bataille.

FENOP INFO : Quelle présentation pouvez-vous donner du réseau MARP ?

Mathieu OUEDRAGO : Le Réseau de promotion des Méthodes Actives de Recherches Participatives, MARP est une ONG de droit burkinabé. Elle existe depuis 1992 d'une manière informelle en 1998 comme association selon la loi 10. Le réseau est composé de personnes ressources compétentes au Burkina Faso avec la capacité d'intervenir dans quasiment tous les domaines.

Quelles est la mission principale que le réseau MARP s'est assignée ?

La mission du Réseau MARP est de promouvoir l'approche participative d'une manière qualitative et cela en vue d'un développement résilient à la base.

Quels sont vos domaines et vos zones d'intervention ?

Nous intervenons à travers les formations, appui-accompagnement des différentes structures, des associations de base comme nous, des services techniques de l'Etat, des agents de projets et programme de l'Etat ou des institutions internationales. On s'est donné pour objectif de les accompagner de les appuyer à améliorer leurs rendus pour atteindre le développement résilient. Mais spécifiquement dans notre propre programme nous intervenons dans 9 régions et 15 provinces.

Parlez-nous un peu de vos approches d'intervention.

Notre approche est participative parce que nous prenons en compte réellement le savoir local. C'est ce savoir local, qu'on analyse avec les intéressés et on propose des solutions que nous mettons en œuvre. Nous effectuons le suivi avec les intéressés.

Pouvez-vous nous donner quelques exemples de succès ?



*Mathieu OUEDRAGO
Président du Réseau MARP*

Des cas il y'en a plusieurs et je risque de m'égarer si je m'aventure à nommer une structure précise dans une zone donnée vu que nous intervenons dans un champ large. Mais sachez que nous avons proposé des fonds à des communautés qui ont refusé. Nous avons dit, prenez 5 millions par village pour vraiment gérer vos activités. Ils ont dit non! Nous ne pouvons pas gérer 5 millions, nous ne pouvons même pas gérer 1 million. A la question de savoir combien de francs leur conviendraient, Ils ont décidé de prendre d'abord 250 000FCFA. Nous avons dit que cela ne pose pas de problème. Ils ont commencé à gérer 250 000FCFA un mois...deux mois...trois mois après ils ont dit qu'ils ont besoin du double et au bout d'un an et demi ils étaient à 11millions. Alors, reprenez que personne n'est incapable, pour peu que tu l'outilles, il peut mieux faire. Nous avons un autre cas dans le Zandoma où nous avons formé des rédacteurs locaux qui rédigent les projets des bénéficiaires et nous avons mis des comités de sélection en place constitués uniquement de paysans.

Quel est votre avis sur l'agriculture qui conçoit des systèmes de production qui tiennent compte de la protection de la nature, l'agro écologie?

L'agro écologie, c'est ma vie. Tout ce que nous

faisons doit tenir compte de l'écosystème puisque nous même en sommes un élément. Si on produit en tenant compte de ce système agro écologique, nous restons dans les normes et nous allons préserver l'avantage de ce système de vie humaine comme pour les autres êtres. Il y a plusieurs voies à ce propos, plusieurs axes et chacun dans sa capacité devra mettre sa main pour vraiment améliorer ce système.

Concrètement, que fait le réseau MARP en la matière?

Nous nous intéressons à l'agro écologie, c'est pour cela que nous avons soutenu le système de la RNA (la Régénération Naturelle Assistée). Au Burkina Faso, depuis notre indépendance, on ne fait que reboiser, mais ce reboisement ne tient compte de rien. Il n'est basé sur aucun système écologique, mais plutôt sur un système politique. Il n'y a pas de suivi sur ce que deviennent les arbres qui ont été plantés. Ce qui n'encourage pas forcément la protection de l'environnement et la promotion de l'agro écologie.

Qu'est ce qui est fait à votre niveau pour promouvoir les paysans innovateurs ?

Nous essayons de recenser ces paysans innovateurs qui, de par les formations qu'ils ont eu, réalisent des travaux exceptionnels mais ne sont pas connus. On essaie de les mettre en réseau. Nous faisons la promotion des innovations agricoles et nous avons PROFEIS soutenu par PROLINOVA qui nous appuie dans ce sens.

Parlez-nous de vos fermes pilotes d'innovation.

Il en existe dans 6 provinces et 4 régions (centre-nord, nord, boucle du Mouhoun et centre ouest). Nous soutenons la promotion de plusieurs technologies de production agricole comme le cordon pierreux, le zaï, le paillage et tout ce qui peut conserver les eaux, les sols et intensifier la production. Donc ces fermes-pilotes représentent une manière d'étaler ces technologies sur un site donné pour en expérimenter la rentabilité, la capacité productive, la pertinence et la performance. Ensuite nous menons une recherche sur chaque technologie, parce qu'il faut trouver un moyen d'intensifier l'agriculture pour que chacun puisse se contenter du peu de superficie qu'il a pour produire se nourrir et vendre pour satisfaire



Paysans travaillant dans les fermes pilotes d'innovation

ses besoins.

Qu'est-ce que le Réseau MARP rencontre comme difficultés dans l'exécution de ses missions de tous les jours ?

Nos partenaires techniques et financiers nous demandent des résultats en fin de campagne alors que l'approche que nous avons n'est pas liée à une vitesse mais à un long terme. Le bailleur, lui, veut savoir de façon précise qu'est ce qui a été fait cette année pour décider du renouvellement des financements ou pas. Or si le partenaire vous presse finalement vous faites comme eux et à la fin, au bout de 3-4 ans, le projet se termine. Ce qui a été entrepris est entrecoupé, et cela vous ramène toujours à la case départ. Au final la population ne se retrouve pas, faute de logique et de concordance.

Des perspectives pour l'avenir du monde paysan au Burkina Faso ?

Nous œuvrons à couvrir tout le Burkina Faso avec les approches et technologies innovantes que nous sommes en train de promouvoir.

Un dernier mot ?

Je lance un appel à l'Etat afin qu'il implémente une vraie politique de développement résilient, par région. L'Etat devrait négocier fort avec les partenaires techniques et financiers intervenant au Burkina afin qu'ils promeuvent d'avantage les financements à moyen termes pour éviter cette situation de perpétuel recommencement.

Entretien réalisé par Abdoul Salam ZONGO

MARCHE MONDIALE DES FEMMES / ACTION NATIONALE DU BURKINA FASO.....

La Marche Mondiale des Femmes/Action Nationale du Burkina Faso est une organisation de la société civile burkinabè. Elle évolue à travers trois axes : la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, la lutte contre la pauvreté des femmes et la promotion de la paix. En juin dernier, elle présentait son troisième plan stratégique lors de son Assemblée Générale à Ouagadougou.

L'idée d'une marche mondiale vint de l'exemple donné en 1995 par la marche des femmes contre la pauvreté (du pain et des roses) au Québec à l'initiative de la Fédération des Femmes du Québec. Le forum des ONG de Beijing (Chine), à la suite de la Quatrième Conférence Mondiale sur les femmes en 1995, a conforté l'idée d'organiser une marche réunissant des femmes de tous les pays. Diverses organisations se réunirent en 1998 pour concrétiser le projet : la marche mondiale des femmes contre la pauvreté et la violence faite aux femmes en 2000.

Awa Ouédraogo, dès la mise en place de la MMF Action Burkina Faso en 2000, a assumé une double fonction de coordinatrice et présidente de la Marche ici au Burkina Faso. Elle en est, encore aujourd'hui, la coordinatrice. Elle se souvient : « C'est OXFAM qui nous a proposé, suite à la présence d'une délégation de femmes burkinabè à Beijing, de nous accompagner dans la mise en place de notre Action Nationale : 10 collectifs de femmes se sont réunis pour constituer un comité. Nous avons organisé une Marche Nationale à Boromo avec la présence et l'appui du Chef de l'Etat. Ce fut une grande mobilisation pour soutenir nos revendications. Ensuite, à New York, pour le Forum des femmes en septembre 2000, encore soutenu par le chef de l'Etat, une cinquantaine de femmes burkinabè, dont plusieurs femmes rurales, ont fait le voyage pour l'Action Mondiale. Ce sont les images des femmes burkinabè qui ont été utilisées par le Secrétariat International de la MMF pour présenter l'Action dans le monde



Awa Ouédraogo

entier. Nous avons rencontré le FMI et la BM à ce moment-là. »

A cette époque, il y a eu la nécessité de se positionner fortement en tant que société civile et non pas comme extension de l'Etat à travers le Ministère de la Promotion du genre. « Par la suite, nous n'avons par exemple jamais bénéficié de l'appui de l'Etat lors des Rencontres sur le Statut de la Femme, alors que des bailleurs chaque année contribuent pour un appui à la société civile. C'est le revers de médaille lorsque nous avons voulu nous distancier de l'Etat. Nous sommes parfois consultées, nous contribuons dans des cadres de concertation, mais les rapports ne sont pas très serrés. Pas encore. »

Chaque coordination nationale est autonome, bien que les axes stratégiques et les valeurs soient communs. Awa Ouédraogo a longtemps fait partie du Conseil d'Administration du Secrétariat International, à titre personnel mais représentant du coup le Burkina Faso. Il y a plusieurs niveaux d'action comme les rencontres internationales ou l'Action Mondiale



*Thérèse Françoise Ouédraogo, Présidente
(2ème à droite)*

(tous les 5 ans) : l'équipe du Burkina Faso l'a co-organisée en 2005 par la Caravane de la MMF avec 29 pays représentés ! Et puis, il y a les actions nationales comme de nombreuses formations aux membres ou en sous-traitance, des bilans de compétences (pour 220 femmes candidates aux élections municipales en 2012, des femmes et des hommes députés au CNT formé ensemble, etc). Il y a une pièce de théâtre « Tourments de Femme » qui montre que les violences faites aux femmes et aux filles que l'on se trouve dans un milieu rural, commerçant ou intellectuel sont les mêmes. Il y a aussi de nombreux accompagnements d'organisations de femmes afin de les renforcer au niveau institutionnel.

« C'est un mouvement qui a été présent historiquement dans les 45 provinces du pays. Aujourd'hui, il y a encore des comités dans 33 provinces. Si les autres se réveillent, ils sont bienvenus. Nous avons connu des moments difficiles, mais nous sommes toujours debout et depuis 2 ans, c'est très dynamique », nous confie-t-elle encore.

La MMF Action Burkina Faso mène régulièrement des études en rapport avec ses axes stratégiques, sur les mariages forcés, l'équité homme-femme devant l'impôt, la participation politique des femmes ou les femmes et la sécurité alimentaire en milieu rural. Une de ces études, sur l'image de la femme dans les médias, est même parvenue à faire retirer certaines publicités télévisées qui dévalorisaient particulièrement les femmes. Pour les perspectives d'avenir, Thérèse Françoise Ouédraogo, nouvelle Présidente de la MMF Action Burkina Faso, se dit prête à relever le défi : « Il y a beaucoup à faire, dit-elle. Il faut un gros travail de mobilisation, raviver la flamme dans les 45 provinces, surtout pour les femmes rurales. Et un gros projet vient de débiter pour les restauratrices de rue. Outre la mobilisation des ressources, qui reste un gros enjeu, nous sommes une équipe motivée ! ».

Par Corine Duc

LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES

La Marche mondiale des femmes est un mouvement mondial d'actions féministes rassemblant des groupes et des organisations de la base œuvrant pour éliminer les causes qui sont à l'origine de la pauvreté et de la violence envers les femmes. Nous luttons contre toutes les formes d'inégalités et de discriminations vécues par les femmes. Nos valeurs et nos actions visent un changement politique, économique et social. Elles s'articulent autour de la mondialisation des solidarités, l'égalité entre les femmes et les hommes, entre les femmes elles-mêmes et entre les peuples, le respect et la reconnaissance de la diversité entre les femmes, la multiplicité de nos stratégies, la valorisation du leadership des femmes et la force des alliances entre les femmes et avec les autres mouvements sociaux progressistes. (Source : www.marchemondiale.org)

Le féminisme selon la MMF du Burkina Faso : pour la Marche Mondiale des Femmes, le féminisme est une pensée, un projet de société, une alternative, une autre façon de voir le monde. Il vise à défaire les systèmes qui perpétuent la peur et la haine de la différence et justifient la violence, l'exclusion et la domination.

UNE CAMPAGNE QUI DÉBUTE SOUS LE SIGNE DE L'EAU.....

En juin, les premières pluies sont arrivées et la campagne agricole a pu commencer. Elles ont été abondantes, plus que l'an dernier. Mais la question est de savoir si l'abondance est seule garante d'une bonne campagne ? C'est ce que nous sommes allés vérifier à Mogtêdo auprès de la coopérative rizicole et de l'association des maraîchers.

Septembre 2016, à Mogtêdo la campagne agricole a bien débuté. Les pluies sont abondantes mais les producteurs sont inquiets. Les pluies sont indispensables à l'agriculteur. Mais si elles sont trop fortes, trop rapprochées, elles peuvent provoquer l'effet inverse que celui escompté.

Lazare Tiedrebeogo, vice président de la Coopérative des Producteurs de riz : « Le début de campagne a été très difficile. Notre plaine est dégradée et dès les premières pluies, il y a eu des inondations. Ici à Mogtêdo, nous ne



Le riz repiqué plus tard (plus clair) tranche avec celui plus mature

des pépinières et les ont également perdues dans les inondations. Seule une partie de la plaine a pu être sauvée. Encore aujourd'hui, certains repiquent. Nous sommes donc en retard sur le calendrier. Nous sommes inquiets, parce que l'eau du barrage tarit vite et en contre saison ça sera difficile. »

A Mogtêdo, il y a un vieux barrage qui retient l'eau pour la culture du riz. En début d'année, la FENOP avait relayé l'appel des producteurs pour la réfection du barrage. Cet appel a été entendu par, en autres, la coopération Suisse et OXFAM qui sont venus constater les réfections à effectuer et ont commencé les travaux. Beaucoup de digues avaient disparu. Ils ont donc commencé par le chenal d'évacuation. Malheureusement, ces travaux ont débuté tard et n'ont pas pu être terminés. Toutes les digues



Une digue de retenue

pouvons plus suivre le calendrier cultural. Les producteurs qui ont repiqué le riz en suivant le calendrier en juin dans les zones inondables ont tout perdu avec les premières pluies. Ils ont refait

Certains maraîchers produisent leur propre compost en fosse, mais cela demande un petit investissement (ciment). De plus, il faut attendre la fin de la récolte du riz pour obtenir la paille nécessaire. Et elle n'est pas suffisante pour les besoins. Cependant, les producteurs ne se découragent pas, et produisent ce qu'ils peuvent avec du compost, et utilisent d'autres engrais pour compléter.

en réfection ont été emportées par des pluies violentes qui ont ravagé une grande partie du riz qui avait déjà été repiqué. Une grande partie des travaux effectués il y a quelques mois devront être refaits.

« Avec ces problèmes, les prévisions de rendement sont difficiles à faire, confie Lazare. Aujourd'hui, on peut espérer les 8 tonnes à l'hectare. Mais avec les problèmes de digues de protection et de chenal, c'est difficile à dire.



Pépinières ravagées par les inondations

Avant, on faisait 2 campagnes. Aujourd'hui, il n'y en a plus qu'une parce que l'eau ne suffit pas ».

Nous écoupons toute la production chaque année : nos femmes étuvant la totalité de la production destinée à la vente. Tout le paddy est vendu sur le marché. Une fois étuvé, le riz est vendu avec la SONAGESS, à des cantines scolaires et à différents commerçants (90-100 tonnes/an). Si nous pouvions produire plus, nous pourrions vendre plus, surtout le paddy qui manque. Le centre d'étuvage fonctionne bien.

Président de l'Union des Producteurs Maraîchers de Mogtédou, le Pasteur David nous explique : « Ici, on produit l'oignon, le piment, la tomate, les carottes, le gombo et l'aubergine locale. Chaque producteur a le choix de faire les spéculations selon ses besoins et avec les techniques qu'il choisit. Aujourd'hui, les deux seules spéculations déjà repiquées

sont l'aubergine et le piment. Ce qui attire le plus grand nombre, c'est l'oignon qu'on peut conserver. Mogtédou fonctionne ainsi comme un grossiste : la production d'oignons est vendue à des ghanéens, des togolais, des ivoiriens et des burkinabè bien sûr. Parfois, certains achètent déjà sur pied. Pour les autres spéculations, elles sont écoulées à mesure de la récolte sur le marché. »

Afin que les communes avoisinantes puissent profiter du marché très porteur de Mogtédou, les producteurs s'organisent pour ouvrir des comptoirs et maintenir les prix, surtout pour l'oignon.

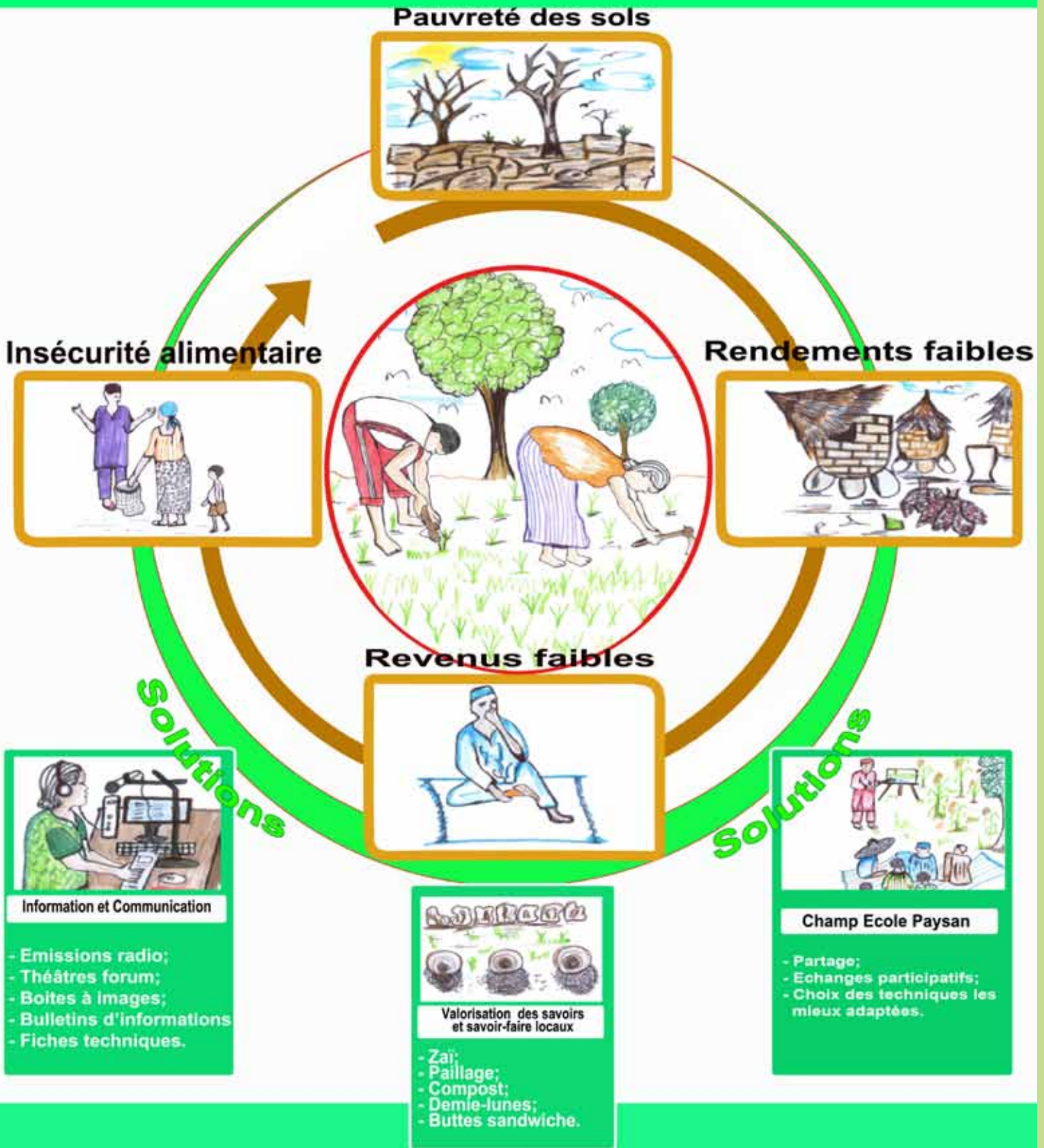
Malheureusement, la semence de l'oignon hivernal manque cruellement depuis deux ou trois ans. Il faut donc utiliser la semence de l'oignon de contre-saison déjà maintenant ». Il y a donc une baisse de rendement si la pluie est trop abondante. Cette année, il n'y aura qu'une seule campagne de l'oignon qui fait la fierté de la région, malgré une augmentation constante de la demande.



Mogtédou vit de son barrage. L'urgence reste donc la réfection des ouvrages de retenue d'eau : le barrage qui reste ensablé, le chenal qui est endommagé, les digues qu'il faut reconstruire et les canaux qu'il faut réhabiliter.

Par Corine Duc

La valorisation des savoirs locaux intégrant le genre



LE PROJET EQUITE : POUR UN COMMERCE EQUITABLE AU SERVICE DES PRODUCTEURS.....

Dans un contexte de domination des pays du nord en matière de commerce, l'Afrique doit jouer sa carte de manière à soutenir ses producteurs pour réduire la pauvreté. C'est ici que se rejoignent les intérêts nord et sud afin de développer un nouveau partenariat : le commerce équitable. En plein développement, ce type de commerce a le mérite de proposer une démarche alternative et complémentaire aux autres transactions commerciales. Le 15 septembre dernier, la plateforme Nationale du Commerce Equitable du Burkina Faso (PNCE-B) présentait le projet EQUITE, en partenariat avec l'ONG Agronomes et Vétérinaires Sans Frontière (AVSF).

En présence d'un représentant du ministère de l'agriculture et un autre de l'UEMOA, entre autres, la PNCE-B a présenté le Projet Equité (anciennement PADECAO : Projet d'Appui au Développement du Commerce Equitable en Afrique de l'Ouest) qui a débuté en janvier 2016

en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Burkina Faso, au Sénégal, au Mali et au Togo. Son objectif est de contribuer au développement économique durable, de lutter contre la pauvreté, de renforcer l'agriculture familiale en soutenant le développement des filières équitables et durables en Afrique de l'Ouest.

Ce projet vise d'abord à renforcer les capacités des organisations de producteurs (OP) sur des aspects concernant la production, la gestion de la qualité, l'accès au marché et la gestion des territoires qui inclut la dimension de la biodiversité, en apportant un appui technique et financier et des formations aux OP certifiées ou en cours de certification. En outre, il vise également à structurer et renforcer institutionnellement les réseaux de représentation des OP impliquées dans le commerce équitable et à développer leurs activités. Enfin, il s'agira d'assurer le Suivi-évaluation et de mener diverses études.

Il s'agit ici de soutenir et de renforcer des organisations paysannes déjà certifiées Fair Trade International (FTI), ECOCERT et World Fair Trade Organization (WFTO ou Artisans du Monde pour l'artisanat) dans les filières cacao, anacarde, karité, fruits et artisanat. Renforcement institutionnel et de capacités, développement des filières sud-sud, tels sont les appuis apportés aux organisations paysannes retenues durant 3 ans.

Aujourd'hui, les deux premières étapes de sélection ont été bouclées. Au Burkina Faso,



3 organisations ont pour l'instant été retenues et accompagnées pour la dernière étape. La sélection finale devrait se faire dans le courant du mois d'octobre.

Le projet est mené via une co-maîtrise d'œuvre assurée par AVSF (Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières) et FTA-WAN (Fair Trade Africa – West African Network). La maîtrise d'ouvrage est assurée par la PFCE-B. Il est financé par l'AFD (Agence Française de Développement) et le FFEM (Fonds Français pour l'Environnement Mondial) sur une durée de 3 ans (2016-2018) pour une valeur totale de 3,9 millions d'Euros.

La Plateforme Nationale du Commerce équitable (PNCE-B) est née sur le constat que la visibilité des organisations burkinabé engagées dans le Commerce Equitable reste limitée...

Ce sont souvent des petites structures qui n'ont pas les moyens de se faire connaître.

C'est pour fédérer les forces de ces structures et augmenter leur visibilité à une échelle nationale et internationale que la Plateforme Nationale du Commerce Equitable du Burkina Faso (PNCE-B) a vu le jour en juillet 2010 à l'initiative de 3 organisations déjà investies dans le Commerce Equitable : Napam Beogo, Coopake et Association Ton.

Par Corine Duc



**Le commerce équitable c'est :
Un partenariat commercial fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial. Il contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits des producteurs et des travailleurs marginalisés, tout particulièrement au Sud de la planète. Les organisations du commerce équitable (soutenues par les consommateurs) s'engagent activement à soutenir les producteurs, à sensibiliser l'opinion et à mener campagne en faveur de changements dans les règles et pratiques du commerce international conventionnel.**

FENOP INFO

Trimestriel d'informations

Directeur de publication
Zachariaou DIALLO

Coordinateur général
Issouf SANOU

Appui technique
Corine DUC
Abdoul Salam ZONGO
Jacques BOUDA

